



20 NOVEMBRE 2019

### **Bpifrance Le Lab et Rexecode présentent leur baromètre « Trésorerie, Investissement et Croissance des TPE et PME » du quatrième trimestre 2019, avec un focus d'actualité sur la prise en compte des enjeux du changement climatique et environnemental par les TPE/PME**

Les TPE et PME interrogées par Bpifrance et Rexecode en novembre 2019 font toujours état d'une grande facilité d'accès au crédit et d'une trésorerie confortable. Celle-ci est toutefois attendue en dégradation au cours des prochains mois. Du côté de l'investissement, les dépenses seraient globalement un peu moins dynamiques en 2019 qu'en 2018. Cet ajustement est cohérent avec des contraintes de demande qui sont un peu plus perçues comme un frein à la croissance. Les difficultés de recrutement sont toujours vues comme le principal frein à l'activité des PME mais pour une proportion un peu plus faible d'entre elles ce trimestre.

Interrogés sur les enjeux du changement climatique et environnemental pour leur entreprise, près de la moitié des dirigeants en anticipent déjà un impact modéré à fort sur le fonctionnement de leur entreprise d'ici 5 ans. Près des deux-tiers des dirigeants n'ont pas mis en place d'action ou de stratégie pour s'adapter à ces changements, principalement par manque de temps ou d'intérêt ou encore en raison de l'absence d'alternatives technologiques. À l'inverse, 36 % des dirigeants ont mis en place de telles actions, en premier lieu par sensibilité personnelle et par volonté de valoriser l'image de leur entreprise. Parmi eux, 36 % ont rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre de ces actions, au premier rang desquels figurent le manque de temps, l'évolution de la réglementation ou les incertitudes sur son évolution future et le manque de moyens financiers.

#### **Une trésorerie confortable attendue en nette dégradation et un ralentissement de l'investissement :**

**Trésorerie et délais de paiement :** La trésorerie des PME a peu évolué au cours des 3 derniers mois et reste à un niveau relativement confortable. Les PME sont aussi nombreuses à déclarer une amélioration de leur trésorerie qu'une dégradation au cours des 3 derniers mois, et seules 27 % d'entre elles jugent leur situation de trésorerie difficile (contre 30 % au 3<sup>e</sup> trimestre). Elle est cependant attendue en dégradation au cours des prochains mois, ce qui peut s'expliquer en partie par le contrecoup attendu après l'apport ponctuel de trésorerie généré en 2019 par la transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales. Les délais de paiement clients se sont légèrement réduits ce trimestre tandis que ceux relatifs aux fournisseurs se sont marginalement allongés.

**Investissement :** L'investissement serait moins dynamique en 2019 selon les anticipations des dirigeants de PME, dans un contexte où les perspectives d'activité sont un peu moins allantes. La part des PME qui ont investi ou envisagent de le faire cette année s'affiche en légère baisse (53 % contre 56 % il y a un an pour l'année 2018). En outre, le montant des dépenses d'investissement devrait un peu ralentir (-2 pts sur un an pour le solde d'opinion sur l'évolution de ces dépenses). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent toujours le principal motif de ces dépenses. Le motif d'extension de capacités recule.

**Accès au crédit :** Les conditions d'accès au crédit restent aisées. 18 % des entreprises ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion stable sur un an, et 16 % pour leurs investissements, proportion en légère hausse toutefois sur 6 mois.

**Freins à la croissance :** Les difficultés de recrutement semblent avoir atteint un pic à l'été. Elles demeurent, de loin, le principal frein à la croissance des PME mais reculent toutefois par rapport au trimestre précédent (citées par 53 % des PME contre 59 % au 3<sup>e</sup> trimestre). À l'inverse, les contraintes de demande sont un peu plus pesantes ce trimestre. Les perspectives de demande dégradées sont un frein pour 31% des PME (contre 26 % il y a 3 mois).

### **Focus trimestriel « Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux » :**

47 % des dirigeants ayant répondu à l'enquête pensent que les changements climatiques et environnementaux affecteront moyennement à fortement le fonctionnement de leur entreprise d'ici cinq ans. Ils anticipent un impact globalement négatif sur les coûts financiers mais positif sur l'attractivité de leur entreprise et neutre sur le chiffre d'affaires. À l'inverse, 45 % des dirigeants anticipent un impact faible à nul et 8 % ne se prononcent pas sur cet impact.

64 % des dirigeants de PME n'ont pas mis en place d'action ou de stratégie pour s'adapter à ces changements. Le manque de temps est la principale raison avancée, citée par 36 % des PME, et le manque d'intérêt ou de connaissances sur le sujet arrive en 3<sup>e</sup> position (27 %). Le second motif mis en avant apparaît plus indépendant de la volonté du chef d'entreprise ; il s'agit de l'absence d'alternative technologique (31 %).

À l'inverse, 36 % des dirigeants ont mis en place des actions pour s'adapter à ces changements. Cette proportion monte à 71 % chez les PME anticipant un impact fort de ces changements sur leur entreprise. La gestion des déchets est le principal aspect sur lequel portent les actions d'adaptation des PME aux enjeux du changement climatique et de l'environnement (63 %). La moitié des PME ont opéré des changements de technologie et/ou d'organisation de leur production pour répondre à ces enjeux, et une proportion similaire de PME ont adapté leur offre de produits ou services pour mieux prendre en compte la dimension environnementale.

Les dirigeants qui ont mis en place de telles actions l'ont fait en premier lieu par sensibilité personnelle (68 %) mais aussi par volonté de valoriser l'image de leur entreprise (61 %). 36 % d'entre eux ont rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre de ces actions, au premier rang desquels figurent le manque de temps (pour 44% d'entre eux), l'évolution de la réglementation ou les incertitudes sur son évolution future (37 %) et le manque de moyens financiers (36 %).

### **Conditions de réalisation de l'enquête :**

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette septième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 28 octobre et le 6 novembre 2019, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de près de 1 373 PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 455 PME ont été traitées.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par une interrogation thématique portant sur les enjeux du changement climatique et environnemental.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : [bpifrance-lalab.fr](http://bpifrance-lalab.fr) et sur [rexecode.fr](http://rexecode.fr)

### **Contacts presse :**

**Bpifrance**  
**Nathalie Police**  
Tél. : 01 41 79 95 26  
[nathalie.police@bpifrance.fr](mailto:nathalie.police@bpifrance.fr)

**Rexecode Footprint > consultants**  
**Camille Formentini**  
Tél : 01 80 48 14 80  
[cformentini@footprintconsultants.fr](mailto:cformentini@footprintconsultants.fr)

**À propos de Bpifrance Le Lab :**

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « déroutteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr) – [www.bpifrance.fr](http://www.bpifrance.fr)

**A propos de Rexecode**

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 89 20 89 - [www.rexecode.fr](http://www.rexecode.fr)